

Traumatisme de guerre, choc à surveiller

VAUD La Coordination cantonale pour la santé mentale des migrants assure la prise en charge de cette population vulnérable. Pour l'instant, les besoins restent modestes, mais les professionnels se préparent à aider les réfugiés ukrainiens marqués par l'invasion

CÉLINE ZÜND
@celinezund

Une maison éventrée sous le canon d'un tank. Des silhouettes humaines en fuite. Deux avions militaires qui se font face. La guerre a envahi la feuille de papier d'Andri. Elle a surgi dans la vie du petit garçon de 6 ans, un jeudi matin. Depuis, il la dessine et en rêve la nuit.

Dans une classe de la petite école privée ukrainienne qui l'accueille un dimanche sur deux, à Rennaz, devant les autres élèves silencieux, il raconte sans relâche le son des bombes, les premières nuits où il a fallu se réfugier dans le couloir de l'appartement familial avec ses sœurs et ses parents, pour éviter d'éventuels impacts de verre brisé. Puis la descente dans l'abri souterrain. Quand les quatre murs de béton armé n'ont plus suffi à garantir la sécurité d'Andri et sa famille, ils ont quitté leur maison. Ils ont rejoint des centaines d'autres personnes dans le métro de Kiev, transformé en refuge.

«J'ai perdu ma maison, j'ai dû fuir avec ma famille, et je n'ai pu prendre qu'un seul jouet avec moi!» s'exclame l'enfant avec ses mots qui s'entrechoquent dans des hoquets, et jaillissent en un flot irrésistible. Il pose sa tête sur ses bras croisés sur la table, la relève aussitôt, et recommence à raconter. Le bruit des bombes. La fuite. Le métro.

«Une crise qui pourrait durer»

Andri vit aujourd'hui dans une commune du canton de Vaud, chez des amis de sa famille, qui l'ont accueilli avec sa maman et ses deux sœurs. Deux dimanches par mois, il rencontre d'autres enfants qui parlent la même langue que lui, dans cette petite école ukrainienne de Rennaz. Une façon de garder des repères. Même si la plupart de ses nouveaux camarades n'ont pas connu la guerre: ils font partie de la diaspora de Suisse. Certains d'entre eux ne sont pas nés en Ukraine. Mais comme tous les autres, ils se sont mis à dessiner des drapeaux jaune et bleu dans leurs cahiers.

Cette classe privée a été créée par Khrystyna Mytsak pour transmettre la langue et la culture de son pays d'origine aux expatriés. Pédagogue de formation, l'Ukrainienne qui vit en Suisse depuis 2009 s'engage sans relâche, depuis le début



Tous les élèves qui fréquentent l'école de langue ukrainienne à Rennaz ne sont pas nés en Ukraine. Mais ils se sont mis à dessiner des drapeaux jaune et bleu dans leurs cahiers. (RENNAZ, 27 MARS 2022/LOUIS DASSELBORNE POUR LE TEMPS)

de la guerre, pour envoyer de l'aide à ses compatriotes restés là-bas. Elle s'alarme aussi pour ceux qui arrivent: «Il y a un besoin énorme d'accompagnement psychologique. Surtout pour les enfants. Ils parlent sans arrêt de ce qu'il se passe en Ukraine», constate-t-elle.

Une inquiétude partagée par les spécialistes. «Une aide doit être apportée de toute urgence aux personnes qui ont fui la guerre en Ukraine, y compris sur le plan psychologique», alerte la Fédération suisse des psychologues (FSP). Dans un communiqué du jeudi 21 avril, la fédération indique avoir reçu près de 500 offres de professionnels qui souhaitent soutenir les réfugiés ukrainiens. La FSP a relayé ces propositions à l'association Support for Torture Victims, qui regroupe cinq centres ambulatoires de traitement pour les victimes de guerre en Suisse, dont un dans le canton de Vaud: Appartenances.

Les psychologues qui se sont manifestés pourraient aussi être sollicités pour apporter leur aide dans le conseil et le coaching des professionnels actifs dans l'accueil de migrants, ou encore auprès de particuliers offrant des hébergements en privé.

«Nous allons au-devant d'une crise qui pourrait durer et qui exige de nous des adaptations», souligne Javier Sanchis Zozaya, coordinateur cantonal vaudois pour Santé mentale migrant.e.s qui, depuis début mars, élabore une feuille de route pour la prise en charge psychologique des réfugiés ukrainiens.

Le psychiatre précise: «Nous n'avons pas découvert le sujet des traumatismes vécus par les populations migrantes avec la guerre en Ukraine. Mais là, nous avons affaire à une situation exceptionnelle, avec un nombre de réfugiés qui pourrait doubler en seulement

trois mois. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés.»

En temps normal, tout requérant arrivant dans le canton de Vaud obtient une consultation auprès du secteur soins aux migrants d'Unitas, un service d'infirmières généralistes formées pour dépister

liens. «L'un de nos défis consiste à atteindre cette population pour l'informer de l'offre de soins, y compris psychiques, à laquelle elle a accès comme tout habitant du canton», souligne Javier Sanchis Zozaya.

Le message a été envoyé au sein du réseau de professionnels en contact

«Un enfant qui se montrerait anormalement calme, par exemple, doit éveiller la vigilance des professionnels»

JAVIER SANCHIS ZOZAYA, COORDINATEUR CANTONAL VAUDOIS POUR SANTÉ MENTALE MIGRANT.E.S

aussi des signes de détresse psychologique. Or la majorité des réfugiés ukrainiens ne passe pas par la procédure d'asile habituelle et arrive directement chez des particu-

liers. «L'un de nos défis consiste à atteindre cette population pour l'informer de l'offre de soins, y compris psychiques, à laquelle elle a accès comme tout habitant du canton», souligne Javier Sanchis Zozaya.

du fuir son pays. Ce n'est pas forcément un motif de suivi thérapeutique. D'un autre côté, il ne faut pas sous-estimer l'impact de traumatismes, qui passe parfois inaperçu. Un enfant qui se montrerait anormalement calme et responsable, par exemple, doit éveiller la vigilance des professionnels.»

La réflexion ne date pas d'hier. En 2016, en pleine crise migratoire, le canton de Vaud voyait le nombre de mineurs non accompagnés passer de 40 à 270. Les réflexions sur la prise en charge de cette population vulnérable ont abouti à la création de la Coordination cantonale pour la santé mentale des migrants, en 2020, qui facilite les échanges sur ce thème entre enseignants, collaborateurs de l'EVAM, tuteurs, pédiatres ou encore personnel soignant dans les écoles. «La santé mentale reste trop souvent le parent pauvre de l'asile. C'est pourtant central, pour des raisons éthiques, mais aussi pragmatiques, dans la mesure où c'est un prérequis pour l'intégration.»

Des groupes de parole

Depuis un mois, Javier Sanchis Zozaya anime des groupes de parole pour les réfugiés ukrainiens, au sein de plusieurs centres de l'EVAM, dotés d'interprètes. Les échanges qui s'y déroulent ne remplacent pas une thérapie, mais s'inscrivent dans une logique de prévention, souligne le psychiatre, qui estime, pour l'instant, les réfugiés ukrainiens relativement préservés: «Je constate surtout du stress aigu, de la nervosité et des troubles du sommeil. Peu de situations nécessitant une prise en charge psychiatrique. Les personnes qui ont fui l'Ukraine ne présentent pas les parcours traumatiques de certains réfugiés qui ont passé des mois sur les routes de l'exil, avant de se retrouver dans l'incertitude des procédures d'asile, pendant parfois des années. Le permis S, en facilitant leur arrivée, représente aussi un atout du point de vue de la santé mentale.»

Mais la situation pourrait changer à mesure que le conflit dure: «Avec l'arrivée de personnes restées plus longtemps sur place, et donc davantage exposées aux bombardements, à la mort et aux violences, nous nous attendons à voir davantage de traumatismes. C'est à ce moment que la prévention que nous mettons en place aujourd'hui prendra tout son sens.» ■

Quatre parlementaires suisses dans les ruines d'Irpin

UKRAINE Une délégation de conseillers nationaux s'est rendue en Ukraine ce mercredi pour y accompagner la présidente de la chambre basse, Irène Kälin. Celle-ci a rencontré le président Volodymyr Zelensky

BORIS BUSSLINGER
@BorisBusslinger

Ils se sont rendus en Pologne ce mardi à bord du Falcon 900 du Conseil fédéral, avant de prendre le train de nuit depuis Przemysl pour atteindre Kiev. Arrivés ce mercredi matin dans la capitale ukrainienne, Roger Nordmann (PS/VD), Yves Nidegger (UDC/GE), Nik Gugger (PEV/ZH) et la présidente du Conseil national Irène Kälin (Vert-e/s/AG) ont été accueillis par le président du parlement ukrainien, Ruslan Stefanchuk. Leur programme était chargé – d'autant qu'ils repartaient mercredi soir. En voici les points principaux, expliqués par Roger Nordmann.

Vraisemblablement pris par les événements, le conseiller national vaudois parle à toute vitesse alors que le vent siffle dans son micro. «Nous avons visité Irpin et l'aéroport d'Hostomel, dit-il. Boutcha était aussi au programme mais nous n'y sommes pas allés, en raison d'un retard. Ce que nous avons vu est extrêmement violent. Le gros de la ville de Kiev a fort heureusement été épargné, mais les dégâts dans la périphérie d'Irpin sont terribles. A Hostomel également. Il y a des carcasses partout, de camions, de chars. Nous avons également vu les restes du plus grand avion du monde, l'Antonov An-225 Mriya, détruit au début du conflit.»

Accompagnés de quelques journalistes suisses alémaniques (du *Blick*, de la SRF et de l'ATS), les services du parlement ont été interpellés sur cette répartition linguistique – sans que le casting change – d'officiels locaux, du président du parlement de la Macédoine du Nord et de celui d'une des

Chambres du législatif roumain, ainsi que de membres de la sécurité locaux équipés de fusils-mitrailleurs (Fedpol a refusé d'envoyer une escorte suisse sous prétexte que le déplacement était trop dangereux...) Le Vaudois et ses collègues parlementaires ont participé à un point de presse en matinée avant de mettre le cap sur les banlieues dévastées de la capitale.

«Les Ukrainiens sont archi-déterminés»

«Les Ukrainiens apprécient énormément que nous soyons venus, assure-t-il. Ils comprennent tout à fait qu'on ne leur livre pas d'armes. L'embargo d'exportation adressé à l'Allemagne est aussi bien compris. C'est le soutien symbolique qui compte avant tout. Il y a déjà eu la visite de beaucoup de ministres, mais nous sommes parmi les premiers parlementaires étrangers sur place. Les Ukrainiens saluent également le fait que la Suisse a pris position sans ambiguïté sur le caractère

illégal de l'attaque. On discute désormais déjà de reconstruction. Le gouvernement de Kiev a beaucoup d'espoir concernant la conférence de Lugano prévue en juin – qui attend une vingtaine de ministres pour discuter des réformes mises en place en Ukraine mais aussi, au vu de la situation, de reconstruction.»

Il ajoute: «Quand on voit les tonnes de matériel russe abandonné, on mesure à quel point ces derniers étaient mal organisés. Il faut que les Russes mettent fin à cette guerre. Ils ne peuvent pas la gagner. Les Ukrainiens sont archi-déterminés.» Les quatre conseillers nationaux ne passeront pas la nuit dans le pays en guerre et, «pour des raisons de sécurité», ils ont repris le train dès mercredi soir (aux environs de 20h). A noter qu'avant de sauter dans le train, Irène Kälin a rencontré le président ukrainien Volodymyr Zelensky. Une conférence de presse aura lieu ce jeudi à Berne pour revenir sur les détails du voyage. ■

EN BREF

Livia Leu à Bruxelles

La secrétaire d'Etat Livia Leu s'est à nouveau rendue mercredi à Bruxelles pour discuter avec la Commission européenne de la proposition du Conseil fédéral visant à résoudre les questions institutionnelles. Pour Bruxelles, de nombreuses questions restaient toutefois en suspens à l'issue de la rencontre. **ATS**

Test rapide pour un certificat covid

Les certificats Covid-19 de guérison obtenus suite à un test rapide antigénique positif seront reconnus à l'international dès le 2 mai. Le Conseil fédéral a décidé mercredi de suivre les nouvelles réglementations de l'UE. Par ailleurs, le Parlement se repenche sur la loi Covid-19. Le Conseil fédéral lui a demandé de prolonger certains instruments éprouvés jusqu'en juin 2024. **ATS**